

Conclusion générale

Cet ouvrage avait pour ambition d'analyser l'économie haïtienne contemporaine à travers le prisme de la théorie des incompatibilités des choix publics, développée par Providence Christophe, afin d'éclairer les blocages structurels qui empêchent le pays de s'engager sur une trajectoire de développement durable. En mobilisant les données statistiques issues des fascicules *Économie en Graphes* (2016–2025) de la Banque de la République d'Haïti, ainsi que les rapports du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) et des organismes internationaux, il a proposé une lecture empirique et théorique intégrée des fragilités de l'économie haïtienne.

Trois enseignements majeurs ressortent de cette démarche.

La première leçon est que les difficultés économiques d'Haïti ne peuvent être réduites à des crises conjoncturelles ou à une mauvaise gouvernance ponctuelle. Elles relèvent d'un régime d'incompatibilités structurelles. L'examen du secteur monétaire a révélé l'impossibilité de concilier une politique restrictive visant la stabilité des prix avec les besoins massifs de financement du secteur productif. L'analyse des finances publiques a montré l'arbitrage insoluble entre équilibre budgétaire et financement du développement, accentué par la dépendance à l'aide internationale. Le secteur réel, marqué par la faiblesse de la productivité et la prévalence de l'économie informelle, a illustré la contradiction entre politiques sociales d'urgence et politiques productives de long terme. Enfin, le secteur externe a confirmé la tension permanente entre ouverture commerciale et destruction des bases productives locales.

Ces incompatibilités ne sont pas indépendantes : elles s'enchevêtrent et se renforcent, produisant une dynamique de blocage systémique. Chaque décision publique, en cherchant à résoudre une contrainte, tend à en aggraver une autre, ce qui enferme l'État dans une spirale de court-termisme et d'impuissance.

La deuxième leçon tient à l'apport théorique de la théorie des incompatibilités des choix publics. Contrairement aux analyses classiques qui attribuent la crise haïtienne à l'instabilité politique ou à la mauvaise gouvernance, ce cadre analytique met en évidence que les choix publics sont, par nature, traversés de tensions irréductibles. Loin d'être le signe d'un échec conjoncturel, ces tensions constituent le mode même de fonctionnement d'un État fragile, inséré dans une économie mondialisée et dépendante.

En cela, l'approche proposée renouvelle la compréhension des blocages haïtiens. Elle montre que l'action publique ne peut être pensée uniquement en termes de réformes techniques ou d'ajustements sectoriels : elle doit être envisagée dans sa cohérence systémique. Comprendre Haïti à travers ses incompatibilités, c'est reconnaître que les contradictions sociales, productives et macroéconomiques ne sont pas des anomalies, mais des réalités structurelles qu'il faut apprendre à gérer, à transformer et, dans la mesure du possible, à rendre compatibles.

La troisième leçon est que, si les incompatibilités sont structurelles, elles ne sont pas irréversibles. Elles peuvent être transformées en compatibilités construites, à condition de redéfinir les priorités et d'adopter une approche de long terme. L'ouvrage a proposé une feuille de route pour 2030, fondée sur trois axes stratégiques :

- Redéfinir les priorités nationales en plaçant l'agriculture, l'énergie et l'éducation au cœur du projet de développement, afin de bâtir une souveraineté matérielle et sociale.
- Construire des compatibilités macroéconomiques par la coordination entre politiques monétaire et budgétaire, l'élargissement de l'assiette fiscale, la création d'instruments financiers innovants et la mise en place d'instances de planification stratégique.
- Reconfigurer l'insertion internationale à travers la coopération régionale et la souveraineté ajustée, qui transforme les dépendances en leviers et les interdépendances en marge de négociation.

Cette perspective ne repose pas sur l'illusion d'un effacement des tensions, mais sur la conviction qu'elles peuvent être réarticulées dans un cadre cohérent. La compatibilité n'est pas donnée : elle est produite, par des instruments, des institutions et une volonté politique capables d'orienter les arbitrages dans une logique de développement.

Au terme de cette analyse, une conclusion s'impose : l'économie haïtienne ne pourra s'engager sur une trajectoire de développement durable qu'en sortant de la logique des arbitrages impossibles pour entrer dans celle de la construction de compatibilités. Cette mutation exige une rupture avec la gestion fragmentée, court-termiste et dépendante qui caractérise l'État haïtien depuis plusieurs décennies. Elle suppose la mise en place d'une vision stratégique, où les politiques sociales et productives, les instruments budgétaires et monétaires, les dynamiques nationales et internationales cessent de se neutraliser pour converger vers un projet commun.

Cette perspective est exigeante, mais elle constitue la seule voie réaliste pour dépasser la fragilité chronique. Elle ne dépend pas seulement des élites politiques ou des bailleurs internationaux : elle requiert une mobilisation collective, associant l'État, la société civile, le secteur privé, la diaspora et les partenaires régionaux. En ce sens, la théorie des incompatibilités des choix publics, appliquée à Haïti, ne se contente pas d'éclairer un blocage ; elle invite à penser autrement le développement, comme une quête de cohérence dans un monde traversé de contradictions.

En définitive, cet ouvrage plaide pour une refondation de l'État et de l'économie haïtienne autour d'une idée simple, mais radicale : le développement n'advient pas quand toutes les contradictions disparaissent, mais quand elles sont transformées en complémentarités opératoires. C'est dans cette capacité à construire de la cohérence nationale, à partir de tensions structurelles, que réside la véritable souveraineté économique et politique d'Haïti.

Bibliographie

- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2013). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity and Poverty*. Phoenix: Crown Business.
- Banque mondiale. (2020). *Haiti Overview*. Washington, DC: World Bank Group.
- BRH. (2016–2025). *Économie en Graphes*. Port-au-Prince: Banque de la République d’Haïti.
- BRH. (2021). *Rapport Annuel*. Port-au-Prince: Banque de la République d’Haïti.
- Cardoso, F. H., & Faletto, E. (1979). *Dependency and Development in Latin America*. California: University of California Press.
- CEPALC. (2021). *Estudio Económico de América Latina y el Caribe 2021*. New York: Nations Unies.
- Dos Santos, T. (1970). The Structure of Dependence. *American Economic Review*, 60(2), 231–236. Récupéré sur <https://www.jstor.org/stable/1815811>
- Dubois, L. (2012). *Haiti: The Aftershocks of History*. New York: Metropolitan Books.

- Dupuy, A. (2014). *Haiti: From Revolutionary Slaves to Powerless Citizens*. London: Routledge.
- Escobar, A. (2011). *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton: Princeton University Press.
- Evans, P. (2010). *The challenge of 21st century development: Building capability-enhancing states*. New York: United Nations Development Programme.
- Fanon, F. (2004). *Les Damnés de la Terre*. Paris: La Découverte.
- Fatton, R. (2002). *Haiti's Predatory Republic: The Unending Transition to Democracy*. Boulder: Lynne Rienner Publishers Inc.
- Fatton, R. (2021). *The Guise of Exceptionalism: Unmasking the National Narratives of Haiti and the United States*. New Brunswick: Rutgers University Press.
- FMI. (2020). *Haiti: Staff Report for the 2020 Article IV Consultation*. Washington, DC: Fonds monétaire international.
- FMI. (2022). *Haiti: Staff Report for the 2022 Article IV Consultation*. Washington, DC: Fonds monétaire international.
- Frank, A. G. (1967). *Capitalism and Underdevelopment in Latin America*. New York: Monthly Review Press.

- Friedman, M. (1962). *Capitalism and Freedom*. Chicago: University of Chicago Press.
- Friedman, M. (1968). The Role of Monetary Policy. *American Economic Review*, 58(1), 1–17.
- Friedman, M., & Schwartz, A. J. (1963). *A Monetary History of the United States, 1867–1960*. Princeton: Princeton University Press.
- Girvan, N. (2008). Globalization and counter-Globalization in the caribbean. Dans H. (. Veltmeyer, *New Perspectives on Globalization and Antiglobalization: Prospects for a New World Order?* (pp. 1-15). London: Routledge.
- Hirschman, A. O. (1958). *The Strategy of Economic Development*. New Haven: Yale University Press.
- IHSI. (2022). *Comptes économiques et indices de production*. Port-au-Prince: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.
- Jerven, M. (2013). *Poor Numbers: How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do about It*. New York: Cornell University Press.
- Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. London: Macmillan.
- MEF. (2018). *Rapport sur les finances publiques*. Port-au-Prince: Ministère de l'Économie et des Finances.

- MEF. (2021). *Rapport sur la situation macroéconomique et les perspectives*. Port-au-Prince: Ministère de l'Économie et des Finances.
- Mundell, R. A. (1963). Capital Mobility and Stabilization Policy under Fixed and Flexible Exchange Rates. *Canadian Journal of Economics and Political Science*, 29(4), 475–485. Récupéré sur <https://www.jstor.org/stable/139336>
- North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Orozco, M., & Jewers, M. (2019). *The impact of migrants' remittances and investment on rural youth*. Washington, DC: Inter-American Dialogue. Récupéré sur www.ifad.org/ruraldevelopmentreport
- Paul, C. (2019). *État, gouvernance et dépendance internationale en Haïti*. Paris: Karthala.
- Prebisch, R. (1950). *The Economic Development of Latin America and Its Principal Problems*. New York: United Nations.
- Providence, C. (2015). *Le système aide-projet mondial et la problématique du développement en Haïti : Quelles externalités locales ?* Schoelcher: Université des Antilles - Laboratoire CEREGMIA.

- Providence, C. (2022). *Les paradoxes du changement en Haïti : Politiques publiques et développement territorial*. Pointe-à-Pitre: Presses Universitaires des Antilles.
- Providence, C. (2025a). *Territoire en mouvement : Repenser le développement pour un avenir durable en Haïti*. Paris: L'Harmattan.
- Providence, C. (2025b). *Le pouvoir du diagnostic territorial : Repenser le développement et la gouvernance en Haïti à partir des territoires*. Paris: L'Harmattan.
- Rodrik, D. (2007). *One Economics, Many Recipes: Globalization, Institutions and Economic Growth*. Princeton: Princeton University Press.
- Said, E. (1978). *Orientalism*. New York: Pantheon Books.
- Sen, A. (2001). *Development as Freedom*. Oxford: Oxford University Press.
- Trouillot, M.-R. (2000). *Haiti: State against Nation. The Origins and Legacy of Duvalierism*. New York: Monthly Review Press.
- UNESCO. (2021). *Global Education Monitoring Report: Central America and the Caribbean*. Paris: UNESCO.
- Wallerstein, I. (2011). *The Modern World-System I: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-*

Economy in the Sixteenth Century. California: University of California Press.